

e-CIVICUS

Une lettre hebdomadaire pour la société civile de CIVICUS!

10 Novembre 2009
N° 463

Sommaire

- **A venir dans e-CIVICUS**
- **Nouvelles de la société civile**
- **Impliquez-vous**
- **Actualité de l'engagement avec les institutions internationales**
- **Diplomatie non-gouvernementale**
- **Légitimité, transparence, responsabilité et efficacité des organisations de la société civile**
- **Engagement ONG-Entreprises**
- **Ressources**
- **Livres**
- **Conférences et événements**
- **Autres opportunités**
- **Offres d'emploi**

A venir dans e-CIVICUS

Numéro spécial pour la Journée Internationale des Volontaires (5 décembre 2009)
Le premier numéro de décembre d'e-CIVICUS sera consacré à la Journée Internationale des Volontaires (5 décembre). Nous vous invitons à nous envoyer à editor(at)civicus.org, avant le 1 décembre 2009, des articles sur le thème du bénévolat et du volontariat, en particulier pour montrer ce qu'est le travail des bénévoles et des volontaires et quel est son impact sur la société civile.

Numéro spécial pour la Journée des Droits de l'Homme (10 décembre 2009)
La Journée des Droits de l'Homme (10 décembre 2009) va cette année se porter sur la non-discrimination.Pour marquer cette journée et soutenur les luttes contre la discrimination et la dignité pour tous, e-CIVICUS produira un numéro spécial le 10 décembre. Faites nous parvenir vos articles et commentaires à editor(at)civicus.org avant le 5 décembre 2009.

Sondage

La question de la semaine : L'attention lors du prochain sommet des Nations Unies sur le climat doit se porter sur :

a. un accord fort et légalement contraignant
b. des réductions des émissions de gaz à effet de serre
c. les energies renouvelables
d. la réduction des émissions de Co2
e. une aire financière pour les pays en développement touchés
Pour répondre à la question, cliquez ici

Question précédente : Quel est le type de représentation le plus important pour la légitimité du Conseil des Directeurs de CIVICUS ?

a. une représentation paritaire (représentation égale des hommes et des femmes)
b. une représentation régionale
c. une représentation égale du Nord et du Sud

Le mot de la Secrétaire Générale



Chers amis,
A moins de 2 mois de 2010, plusieurs questions ou événements vont encore requérir notre attention d'ici la fin de l'année. Pour commencer, la Journée internationale des volontaires du 5 décembre 2009 approche à grand pas. Le travail des bénévoles et des volontaires a une importance majeure pour la société civile et nous aimerions que vous nous disiez ce que vous en pensez. Merci à l'avance d'envoyer vos articles et vos réflexions sur le bénévolat et le volontariat à editor(at)civicus.org avant le 1 décembre 2009 pour notre numéro spécial d'e-CIVICUS.

Tout de suite après, les projecteurs seront sur Copenhague et sur la Conférence sur le changement climatique des Nations Unies, du 7 au 18 décembre. Son enjeu est la survie à long terme de notre monde. Quelle sont vos positions sur cette question majeure ? Dites-le nous, envoyez vos articles à editor(at)civicus.org. Vos réponses au sondage de cette semaine nous permettront de mettre au point le message de CIVICUS pour cette conférence clé.

Enfin, le changement climatique peut aussi avoir un impact sur les droits humains élémentaires. En plein milieu de la Conférence de Copenhague, la Journée internationale des droits humains, le 10 décembre, nous donne l'opportunité de simplement réfléchir à ce que représente la concrétisation des droits humains pour tous et toutes. Il y aura un numéro spécial d'e-CIVICUS pour marquer cette Journée. Merci d'envoyer vos contributions à ce numéro spécial à editor(at)civicus.org, avant le 8 décembre.

En cette fin de 2009, nous ne devons pas passer à côté de ces dates importantes. Nous avons hâte de connaître vos positions sur ces questions.

En toute solidarité,

Ingrid Srinath, Secrétaire Générale, CIVICUS

Contribuez au plan d'action de CIVICUS pour 2010
Y a-t-il une question qui vous tient à cœur ? Une Journée spéciale représentant le changement que vous voudriez voir se réaliser dans le monde ? Une réunion internationale qui selon vous peut affecter nos vies et celles de tous les habitants de notre planète ? Pensez-vous que CIVICUS doive en faire une priorité pour 2010 ? Aidez-nous à planifier l'année à venir en déterminant le TOP 5 des événements et le TOP 5 des réunions internationales que nous devrons privilégier en 2010. Merci à l'avance de répondre à cette petite enquête avant le 12 novembre ; vous aurez ainsi l'assurance que votre voix sera prise en compte.

Article 18
Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Nouvelles de la société civile

Angola - L'Assemblée Nationale appelle la société civile à enrichir la constitution
Source - ANGOP
Le président en exercice de l'Assemblée Nationale, João Lourenço, a appelé mercredi, la société, les églises, association et organisations communautaires et professionnelles à participer aux débats visant l'enrichissement de la version finale du projet de constitution. Lire la suite.

Afghanistan - "Il existe une société civile forte en Afghanistan, une élite (...)"
Source - 20 minutes
Deux mois et demi après le premier tour de la présidentielle afghane, Hamid Karzaï a finalement été déclaré vainqueur, après le forfait d'Abdullah Abdullah. Ce scénario était prévisible. Il existe une société civile forte en Afghanistan, une élite. Il aurait fallu faire pression en amont sur Hamid Karzaï pour qu'il respecte les règles. La communauté internationale avait aussi un rôle à jouer. Tout le monde a échoué, l'Union européenne, l'ONU, les Etats-Unis... Il a fallu attendre que les observateurs afghans signalent des fraudes massives pour que l'ONU puis la commission électorale finissent par le reconnaître également. Pour en savoir plus.

Canada - La Vérificatrice générale du Canada critique l'inefficacité de l'Acdi
Source – Walf.sn
Confusion, peu d'efficacité, manque de clarté. L'Agence canadienne de développement international (Acdi) est encore critiquée. La Vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, n'a pas été tendre avec l'Acdi. Son rapport,

d. une représentation des différents secteurs de la société civile
e. une représentation des acteurs de terrain
Résultats: a. - 8%, b. - 24%, c. - 16%, d. - 28%, e. - 24%

Impliquez-vous

Appel pour participation de la société civile dans l'étude du FMI sur la Taxation des Transactions Financières
Source - Choike

Signez ici l'appel (anglais)

BankTrack
Source - BankTrack

BankTrack est un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'individus qui surveille les opérations du secteur financier privé (banques commerciales, investisseurs, compagnies d'assurance, fonds de pension) ainsi que les impacts de ses opérations sur l'Homme et la planète. Les membres de BankTrack partagent tous la même ambition : contribuer à rendre le secteur financier privé plus responsable envers l'ensemble de la société civile. Vous trouverez plus d'informations sur la vocation de BankTrack en consultant la Déclaration de Collevecchio. Pour en savoir plus

Vor également : « Armes, dictatures… : quand les banques pactisent avec le diable ». Pour en savoir plus

Politiques et actions pour éradiquer la faim et la malnutrition
Source - eradicatehunger.org

Un milliard de personne ont faim et ce chiffre augmente. Les femmes sont particulièrement frappées par ce fléau. Il faut de toute urgence changer de politiques et de types d'actions. Les documents présentés ici fournissent des propositions de politiques et d'actions pour éradiquer la faim et la malnutrition. Ils ont été écrits à partir des expériences et du travail politique récent mais aussi des dernières décennies des mouvements sociaux, des organisations non gouvernementales (ONG) et de bien d'autres acteurs de part le monde. Le cadre de la souveraineté alimentaire, qui intègre le droit fondamental à une alimentation adaptée en constitue le fondement. Nous invitons les organisations et les individus à signer ici la lettre ouverte et le résumé qui a été fait du document de travail. Ces documents seront présentés lors du Sommet Mondial sur la Sécurité alimentaire du 16 au 18 Novembre prochain en même temps que le document de travail complet.

L'Afrique pour les Droits des Femmes - Ratifier et respecter!
Source – africa4womensrights

Cette campagne a été lancée par des organisations régionales et internationales de défense des droits de l'homme et des droits des femmes présentes dans toute l'Afrique. Objectif : pousser les Etats africains à RATIFIER les instruments africains et internationaux de protection des droits des femmes et à les RESPECTER en droit et en pratique. Suite

Pollution au Nigéria : Dites la vérité et nettoyez - Signez la lettre au directeur général de Royal Dutch Shell
Source - Amnesty France

Dans leur quête effrénée pour l'accès aux sources d'énergie fossile, les entreprises pétrolières présentes au Nigeria ont régulièrement fait fi du respect de l'environnement et des droits humains. Pour la majorité des 30 millions d'habitants du Delta du Niger, les milliards de dollars générés par cette exploitation, au lieu d'améliorer leur quotidien, n'ont fait qu'aggraver leur pauvreté. Les entreprises pétrolières ont dégradé l'environnement, privant la population de ses moyens de subsistance traditionnels. Leurs activités ont aussi entraîné des conflits. Il n'est pas rare que les personnes qui protestent soient victimes de violentes répressions. Signez la lettre

L'annulation de la dette des pays en développement ne peut pas attendre !
Source - Egalités - CADTM

Lettre ouverte aux membres du Parlement fédéral de Belgique : l'annulation de la dette des pays en développement ne peut pas attendre ! Plus

Actualité de l'engagement avec les institutions internationales

Forum de l'ONU sur la Coopération et le Développement (UN DCF) : l'engagement des organisations de la société civile
Source: CIVICUS

Premier Symposium de Haut Niveau à Vienne, les 12-13 Novembre 2009
Le Premier Symposium de Haut Niveau pour préparer le Forum UNDCF 2010 sera organisé par l'ONU (DESA) et le gouvernement autrichien cette semaine. Le Symposium sera multi-partenarial et portera sur « Une coopération pour le développment responsable et transparente : vers un cadre plus inclusif ». Il accueillera des

déposé ce mardi à la Chambre des Communes, est d'une virulence qui s'inscrit cependant dans la même vision soulevée en 2007 par un groupe de Sénateurs et depuis fort longtemps par la société civile canadienne. Pour en savoir plus.

Côte d'Ivoire - Affichage de la liste électorale provisoire : La société civile demande des comptes à la Cei
Source - Abidjan.net

La non publication de la liste électorale provisoire la semaine écoulée, comme annoncée par la Cei, a fait réagir hier la société civile. « Dans son communiqué hebdomadaire du dimanche 25 octobre 2009, la Commission électorale indépendante (Cei) indiquait que la liste électorale provisoire, dans sa version papier, lui serait remise cette semaine par les opérateurs techniques, en vue de son affichage. La Convention de la société civile ivoirienne (Csci) constate qu'aucune liste électorale provisoire, dans sa version papier, n'a été remise officiellement à la Cei, au cours de la semaine du 26 au 30 octobre 2009. La Mission d'observation électorale (Moe) de la Csci s'interroge alors sur la capacité des acteurs techniques à produire une liste électorale provisoire crédible au regard des délais non tenus. Lire la suite.

Etats-Unis - L'administration américaine veut former les ONG au web 2.0
Source – Lepost.fr

Dans un discours prononcé au Maroc dans le cadre du Forum for the Future, Hillary Clinton a annoncé le lancement d'une inivitiative mondiale, "Civil Society 2.0", visant à aider les associations et les organisations non gouvernementales à tirer le meilleur parti des outils du web 2.0. Lire la suite.

France - Un outil collaboratif pour débattre de l'identité nationale ?
Source – Le Monde

Certains n'y verront qu'un outil de communication dispendieux, d'autres salueront un véritable effort de démocratie participative. Dans le cadre du grand « grand débat sur l'identité nationale » voulu par Eric Besson, le ministre de l'immigration et de l'intégration a lancé, lundi 2 octobre, le site debatidentitenationale.fr, une plate-forme destinée à recueillir la réponse des internautes à la question : "Qu'est-ce qu'être français aujourd'hui ?". Plus.

France - Acted, une Approche Multisectorielle 'Devenue Très Classique'
Source - Devex

L'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement est une ONG indépendante, apolitique et non confessionnelle intervenant sur 24 pays. Créée en 1993 à Kaboul, elle a su étendre rapidement ses activités et met aujourd'hui en place près de 260 projets par an. La stratégie d'Acted est d'assurer le lien entre urgence, réhabilitation et développement. Elle cherche à garantir la pérennité de son action à travers une implication sur le long terme et une forte approche participative vis à vis des communautés visées. Pascal Bernard est le directeur des opérations d'Acted depuis fin 2008. Apres avoir travaillé en tant que directeur pays pour le Kyrgyzstan et l'Ouzbékistan, il assure désormais le suivi des 24 pays d'intervention en lien avec les directeurs pays et les directeurs régionaux en Afrique, Asie, Amériques, Caraïbes et Moyen Orient. Pour Devex, il revient longuement sur la stratégie d'intervention d'Acted, son organisation, son financement et son approche de l'aide au développement. Lire la suite.

Guinée - Les principaux leaders de l'opposition, des syndicats et de la société civile négocient avec le médiateur au Burkina Faso
Source – Relief Web

Les principaux leaders de l'opposition, des syndicats et de la société civile de la Guinée sont arrivés dimanche à Ouagadougou (Burkina Faso) pour négocier une éventuelle solution à la crise avec le médiateur désigné par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le président burkinabé Blaise Compaoré. Lire la suite.

Mali - Processus budgétaire : La société civile exige sa participation aux séances d'écoute parlementaire
Source - Afriquejet

Après sa constitution, le Groupe Suivi Budgétaire (GSB) composé d'Organisations non gouvernementales (ONG), d'associations et collectifs d'organisation de la société civile (OSC), a procédé à la présentation de son rapport d'analyse nationale sur la participation de la société civile aux processus budgétaires au Mali. Plus.

Maroc-UE : La société civile veut tout savoir
Source – Le Reporter

Annoncé en avril dernier par le Réseau Euro-Med/Maroc, le projet dit de «monitoring collectif du plan d'action UE-Maroc par la société civile», vient de voir sa première concrétisation réalisée. Le réseau a tenu sa première rencontre de formation sur le monitoring sous l'encadrement de l'économiste Brahim Mansouri. Ce spécialiste des questions euro-méditerranéennes a été sollicité pour «aider les acteurs associatifs marocains à s'approprier la boîte à outils nécessaire afin de comprendre les instruments et mécanismes du partenariat Euro-Med». Lire la suite et consulter l'entretien avec Hamid Lamrissi, Coordinateur du réseau marocain des ONG Euro-Med.

Niger - L'ANDDH demande de nouvelles législatives
Source – Tamtaminfo

L'Association nigérienne de défense des droits de l'Homme (ANDDH) a appelé dimanche à la tenue de nouvelles élections législatives, estimant que celles du 20 octobre perpétuaient le "déficit démocratique" du Niger. "Après la tenue illégale du référendum constitutionnel, l'organisation de ces législatives n'a pas dissipé le déficit démocratique que connaît le Niger" (...). Suite.

Niger - L'UE suspend son aide au développement au Niger
Source - AFP

L'Union européenne (UE) a suspendu son aide au développement au Niger et donné un mois aux autorités de Niamey pour ouvrir des "consultations" en vue d'un retour à "l'ordre constitutionnel". Suite.

Tchad - Situation bloquée : ACAT-France, AEDH, Agir Ici, CCFD et Survie en France en appellent au président de la République française
Source - makaila.over-blog.com

"Monsieur le Président de la République, Les développements de la situation au Tchad sont d'une extrême gravité et suscitent notre plus vive inquiétude pour les populations de ce pays. C'est en concertation étroite avec les associations tchadiennes que nous nous adressons à vous dans l'urgence. Les raisons de cette crise sont multiples [...] La France apparaît aujourd'hui comme le dernier soutien de ce régime ». Pour en savoir plus.

Tunisie - Libération de syndicalistes emprisonnés
Source - CSI

La CSI a été informée de la libération, hier, d'un groupe de syndicalistes emprisonnés sous l'inculpation de troubles sociaux, à la suite des protestations, en juin 2008, contre la montée en flèche du coût de la vie, de la corruption et du chômage dans la région de Gafsa en Tunisie. 38 manifestants, notamment un dirigeant local de l'UGTT, affiliée à la CSI, Adnane Hajji, et le journaliste Fahem Boukaddous, ont été condamnés à des peines de prison allant, dans certains cas, jusqu'à plusieurs années. Les libérations ont été ordonnées dans le cadre d'une grâce présidentielle à l'occasion du 22e anniversaire de l'accession au pouvoir du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali. Suite.

Tunisie - Non assistance aux journalistes en danger

représentants du Sud et du Nord des gouvernments, des Parlements, des Autorités locales et des organisations de la société civile. Ceux-ci chercheront à identifier les mécanismes possibles, et d'éventuels standards, d'une meilleure responsabilité mutuelle aux niveaux mondial comme national. Les nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud ainsi que les questions de cohérence des politiques de l'aide seront également abordées. Les organisations de la société civile seront représentées par plusieurs organisations et orateurs, dont : Ruth Picker, Global Responsibility, Autriche ; Tony Tujan Jr, IBON, Philippines ; Esther Muiru, GROOTS, Kenya ; Anne Schoenstein, AWID, Allemangne ; Arjun Karki, LDC Watch, Népal ; Patricia Akakpo, Netright, Guana ; Henri Valot, CIVICUS, France ; Oscar Ugarteche, Latindad, Mexique. Pour en savoir plus.

Les ONG de la plateforme française présentes à l'Assemblée générale de l'ONU se félicitent du vote historique pour un Traité international sur le commerce des armes (TCA) pour 2012 !
Source - Oxfam France

Aujourd'hui, à l'ONU, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et 150 autres pays s'engagent dans le processus d'élaboration d'un TCA. Seul le Zimbabwe a voté contre. Les ONG de la plateforme française, présentes à New York à l'Assemblée générale de l'ONU, se félicitent de ce vote historique. La plateforme française attend un traité fort qui s'appuie sur la règle d'or : respect des droits humains, du droit international humanitaire et des exigences de développement économique et social comme l'a souligné à l'instant le Nigeria au nom de la CEDEAO. « Ce vote est un pas décisif dans la prévention des graves violations des droits humains. Jamais dans l'histoire, les États ne s'étaient engagés aussi fortement dans un traité de régulation des armes classiques » a déclaré Benoît Muracciole d'Amnesty International France. Lire la suite.

Progrès en matière de gouvernance en Afrique : à pas de caméléon, selon la CEA
Source – Ouestafnews

Le continent africain a réalisé un « gain marginal » de deux points en matière de gouvernance entre 2005 et 2009, en passant de 51% à 53%, selon le deuxième rapport sur la gouvernance en Afrique (2009) publié, le 5 novembre, par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dont le siège est à Addis-Abeba (en Ethiopie). Selon ce rapport transmis à Ouestafnews, des progrès, même s'ils restent marginaux, sont enregistrés dans plusieurs domaines, sauf dans celui de la lutte contre la corruption. « L'étude effectuée par les experts pour la deuxième édition fait ressortir un gain marginal de deux points de pourcentage par rapport à l'étude de 2005. (53% contre 51%) », révèle le rapport. « Des résultats mitigés ont été observés dans les indicateurs de base de la représentation politique et de l'indépendance des organisations de la société civile ainsi que les médias, le premier domaine marquant le pas avec 65% et le second enregistrant un accroissement marginal de 2 points de pourcentage et passant ainsi de 53% à 55% », fait remarquer la même source. Les droits de l'homme et l'état de droit font l'objet d'un « plus grand respect en Afrique », ajoute le document, en précisant que dans ces deux domaines, il a été noté « des progrès marginaux – 48% en 2005 contre 50% en 2007 pour les droits de l'homme et 49% contre 52% pour l'état de droit ». Pour en savoir plus.

e-CIVICUS est ouvert à toutes les contributions

e-CIVICUS est un canal que vous ou votre organisation pouvez utiliser pour partager une information, exposer les difficultés auxquelles vous vous heurtez ou encore annoncer un événement. Adressez votre contribution au plus tard le mardi à french(at)civicus.org. Toutes les contributions doivent porter sur des questions relatives à la société civile ou avoir pour optique la société civile. Pour lire les consignes de rédaction, cliquez ici. Les contenus de ce bulletin peuvent être traduits dans une autre langue ou reproduits dans une autre publication dans la mesure où il est dûment fait référence à CIVICUS.

CLAUSE DE NON RESPONSABILITE
Même si CIVICUS s'attache, autant que faire se peut, à ce que les contenus d'e-CIVICUS soient fiables et non sujets à caution, CIVICUS ne peut se porter garant de l'exactitude des comptes-rendus émanant de tiers, ou du bien-fondé de certaines prises de positions ou opinions. De la même façon, CIVICUS n'approuve pas nécessairement tous les points de vue que reflète le bulletin.

Conférences et événements

Manifeste sur l'avenir des systèmes de connaissances
Source – Coordination Sud

L'humanité est aujourd'hui confrontée à une multitude de crises : financière, économique, climatique, énergétique, alimentaire, etc. C'est dans ce contexte que paraît le Manifeste sur l'avenir des systèmes de connaissances. Un texte qui en appelle à une nouvelle façon de penser, et envisage un nouveau paradigme de la connaissance, tendant à contester et dépasser les modes de pensée dominants. Plus d'information. Ce manifeste est publié par la Commission internationale sur l'Avenir de l'Alimentation et de l'Agriculture et France Libertés (membre de Coordination SUD),

Source - Reporters sans frontières

Reporters sans frontières a exprimé, le 5 novembre 2009, lors d'une conférence de presse dans ses locaux à Paris, sa solidarité avec les journalistes et les militants des droits de l'homme tunisiens qui subissent, depuis la réélection de Zine el-Abidine Ben Ali le 25 octobre dernier, une nouvelle vague de violence et de répression. Pour en savoir plus.

Diplomatie non gouvernementale

Centrafrique / CPI : La FIDH appelle à la délivrance par la Cour pénale internationale d'autres mandats d'arrêt sur la situation en République centrafricaine
Source - FIDH

L'ancien président de la République et chef des armées, Ange-Félix Patassé, au pouvoir lorsque des crimes d'une extrême gravité, notamment des viols massifs, ont été commis contre la population civile en 2002/2003, revient en République centrafricaine (RCA) après 6 années d'exil au Togo. La FIDH souligne à cette occasion sa responsabilité présumée, ainsi que celle d'Abdoulaye Miskine, chef de l'Unité de la sécurité présidentielle, de Jean-Pierre Bemba Gombo, président du Mouvement de Libération du Congo (MLC) et de François Bozizé, chef rebelle, pour les exécutions, viols, pillages et autres graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire commis par des hommes placés sous leur autorité à cette époque. La FIDH soutient que Jean-Pierre Bemba Gombo ne doit pas être le seul suspect à répondre devant la Cour pénale internationale (CPI) des crimes les plus graves commis en République centrafricaine. Pour en savoir plus.

Changement climatique - L'échec est exclu à Copenhague
Source - CSI

Alors que les gouvernements bouclent leurs discussions à Barcelone dans le cadre du volet final des pourparlers préparatoires en prévision de la Conférence sur le changement climatique à Copenhague, le mouvement syndical a, une fois de plus, insisté sur la nécessité d'un accord ambitieux, équitable et légalement contraignant. Suite.

Climat - Greenpeace épingle Sarkozy, Obama et Zapatero
Source – Le Figaro

A un mois du Sommet de Copenhague sur le climat, force est de constater que les ambitions politiques de Nicolas Sarkozy, Barack Obama et José Luis Zapatero laissent à désirer. Greenpeace s'est amusé à noter les dirigeants qui participeront à cette réunion le 7 décembre prochain et ces trois "leaders" repartent avec les pires notes, respectivement 3,7/10, 0,8 et 2,8. Suite

Rencontre du Réseau des plates-formes nationales d'ONG de l'Afrique Centrale (REPONGAC)
Source – Coordination Sud

Le REPONGAC organisait la réunion annuelle de ses membres du 5 au 7 novembre 2009 à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC), sur le thème : « L'Afrique centrale et la diplomatie non gouvernementale ». Créé en 2008, le REPONGAC regroupe les plates-formes nationales d'ONG d'Angola (FONGA), de la République du Congo (CCOD), de la RDC (CNONGD), de la République de Centrafrique (CIONGCA), du Rwanda (CCOAIB) et du Tchad (CILONG). Coordination SUD, le REPAOC (Réseau des Plates-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre) et la plate-forme du Burundi (CCOD) étaient également invités à participer à cette rencontre, qui a abordé notamment la situation politique, économique et sociale de chaque pays ; les exercices de diplomatie non-gouvernementale lancés dans le cadre du Forum international des plates-formes, et en particulier celui animé par le CNONGD portant sur la prévention et la résolution des conflits. Cette rencontre prévoit aussi la restitution des travaux et des décisions du Groupe de facilitation du Forum prises à Washington en juillet dernier. Elle a enfin été l'occasion pour les membres du REPONGAC de réfléchir à la gouvernance et au fonctionnement de leur réseau, et de définir un plan d'action et le calendrier des activités pour l'année à venir. Plus d'information : repongac.org et ong-ngo.org

La diplomatie non-gouvernementale encourage le développement de la coopération sino-africaine
Source - french.china.org.cn

Depuis le Sommet de Beijing du Forum de coopération Chine-Afrique, tenu en novembre 2006, la diplomatie non-gouvernementale se développe rapidement, et encourage la coopération sino-africaine, a déclaré Lin Yi, secrétaire de l'Association pour l'amitié entre les peuples chinois et africain. Lire la suite

Paradis fiscaux - des ONG épinglent le Royaume-Uni et les Etats-Unis
Source – Le Monde

Un réseau d'organisations non gouvernementales a publié, lundi 2 novembre, une liste alternative de paradis fiscaux prenant en compte le degré d'"opacité financière" et incluant soixante "juridictions", dont l'Etat américain du Delaware, la City de Londres ou Hongkong."Les principaux pourvoyeurs d'opacité financière ne sont pas de petites îles ensoleillées mais des nations riches qui disposent de leurs propres territoires d'opacité", écrit le réseau international Tax Justice Network (TJN) en présentant sa liste alternative. Selon ce collectif, les listes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publiées en avril et qui comptent encore une trentaine de juridictions, sont discréditées en raison des critères "inappropriés" et "insuffisants" auxquels elles se réfèrent. Lire la suite

Légitimité, transparence, responsabilité et efficacité des organisations de la société civile

Une ONG algérienne empechée de participer à un sommet anti-corruption des Nations Unies
Source – Algérie Focus

Le gouvernement algérien bloque la participation d'une ONG algérienne au prochain sommet anti-corruption des Nations Unies. C'est un développement inquiétant, selon la Coalition UNCAC, qui regroupe plus de 200 organisations ayant pour but la mise en place de la Convention des Nations Unies contre la Corruption (UNCAC). Lire la suite.

Bénin - Collaboration entre société civile et pouvoir politique: Le débat intéresse...
Source - Laraignée

Le Centre Africa Obota (Cao) fête ses vingt ans d'existence au Bénin. C'est dans ce cadre qu'il est organisé au Palais des congrès de Cotonou du 4 au 6 novembre dernier, une rencontre sur le thème « Société civile et pouvoir politique : complémentarité, subsidiarité ou tremplin ». Ce thème mis en débat par les responsables du Centre africa obota (Cao) avec le soutien financier de la fondation Konrad Adenauer est d'actualité. Suite.

Forum international sur l'efficacité des OSC en matière de développement
Source - CCCI

En 2008, les OSC ont lancé le Forum sur l'efficacité du développement des OSC. Cette initiative mondiale pluriannuelle doit servir à préciser les principes et directives qui permettront d'améliorer l'efficacité des OSC à titre d'acteurs du développement - selon leurs activités respectives et en tenant compte des divers rôles de la société

avec le soutien de la région Toscane et la collaboration du Centre du patrimoine mondial de l'Unesco.
Lancement public du manifeste : le jeudi 12 novembre 2009 de 9h30 à 12h30, au siège de l'Unesco - Salle XI, 7 place de Fontenoy 75007 Paris. Plus.

Concert "L'Ultimatum Climatique" : réservez vos places !
Source - Ultimatum Climatique

Tryo, Zazie, Bernard Lavilliers et Yannick Noah : c'est l'affiche du concert que la coalition "L'Ultimatum Climatique" propose le 22 novembre au Zénith de Paris. Plus

12th IAVE Asia Pacific Regional Volunteer Conference
26-29 novembre 2009
Kaohsiung, Taiwan
Pour vous inscrire.

Forum international sur l'efficacité des OSC en matière de développement
Atelier régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
Date : 1, 2 et 3 Décembre
Lieu : Lima
Organisateur : Organisation des Associations de développement d'Amérique Latine (ALOP)
Contact : Rubén Fernández, rfernandez(at)region.org.co

Forum international sur l'efficacité des OSC en matière de développement
Atelier régional pour l'Afrique subsaharienne
Date : Janvier 2010 (dates exactes à confirmer)
Lieu : Nairobi
Organisateur : Conférence des Eglises de toute l'Afrique (AACC-CETA)
Contact : Solomon Gichira, solomon(at)aacc-ceta.org

Livres

L'innovation sociale comme facteur de transformation
Source - Oikosblogue

Juan-Luis Klein et Denis Harrison, deux professeurs de l'UQAM membres du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), nous proposent un ouvrage particulièrement à propos. L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation de la société (Presses de l'Université du Québec, 2009) met en effet de l'avant l'idée que la présence de technologies très innovatrices, peu importe le domaine où elles excellent, ne suffit pas à créer des sociétés dynamiques où les personnes peuvent s'épanouir et donner libre cours à leur potentiel créateur. Pour parvenir à ces résultats, il faut, simultanément, une transformation des règles sociales en vigueur permettant de repenser plus lobalement les manières de faire. En somme, les révolutions technologiques passent nécessairement par des transformations sociales. Pour en savoir plus

« Donateurs, si vous saviez »
Source – Rue 89

« Bonjour Madame, Monsieur, vous avez deux minutes ? … » Face à vous, un ou une étudiante qui va vous réclamer un don pour une ONG. Croix-Rouge, Aides ou Médecins du monde : tous les poids lourds de l'humanitaire usent du « street marketing » pour recruter des donateurs. En faisant appel à de vrais pros, rémunérés. Le livre « Donateurs, si vous saviez » enquête sur ce phénomène de rue. Lire l'article de Rue 89 et le premier extrait : « Une société spécialisée dans la quête du don ».

Engagement ONG-Entreprises

Centrafrique - Démarrage des travaux de renforcement des capacités des membres des organes de l'ITIE
Source - ACAP

Le ministre d'Etat aux Mines, à l'Energie et à l'Hydraulique, M. Sylvain Ndoutingaï a ouvert lundi 2 novembre 2009 à Bangui, les travaux d'un atelier de renforcement des capacités des membres des organes de la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives en République Centrafricaine (ITIE – RCA). Pour en savoir plus.

RDC - Protestations de la société civile contre un contrat minier douteux avec une société sud africaine
Source - Afrikarabia

De nombreuses organisations de la Société civile protestent contre l'accord de cession de parts entre la société aurifère d'Etat (Okimo) et deux compagnies sud africaine (Randgold et Anglogold Ashanti Limited). Le gouvernement vient de décider de céder 20% de ses actions aux sud africains, portant ainsi sa participation à seulement 10%. Un véritable scandale pour de nombreux observateurs alors que le vice-ministre des Mines promettait encore, il y a quelques jours, de réviser 25 contrats miniers pour y corriger les

civile en la matière. Consultez les notes documentaires établies par le CCCI ici. Consultez également la Lettre du Forum ici.

France - Face aux effets de la crise, les associations les plus dignes de confiance
Source - Boursorama

Une majorité de Français (68%) fait confiance aux associations, bien plus qu'aux entreprises et aux pouvoirs publics, pour agir efficacement sur les effets de la crise, selon un sondage CSA publié récemment. "Dans la période actuelle, pour agir efficacement face aux difficultés provoquées par la crise", 68% des personnes sondées disent faire confiance aux associations, contre 29% qui ne leur font pas confiance, selon cette enquête, réalisée pour Chorum (mutuelle et prévoyance), Crédit coopératif (banque), Maif (assureur mutualiste) et qui doit être présentée lors du 4ème forum national des associations et fondations organisé cette semaine à Paris. Plus.

France - Création du répertoire national des associations
Source - Coordination Sud

Un répertoire national des associations sera mis en place à partir du 1 janvier 2010. Il a pour objectif de dématérialiser les procédures de déclaration, de modification et de dissolution d'association et créer un répertoire national regroupant les informations transmises à la préfecture lors de la création, modification ou dissolution de l'association. Ce répertoire sera accessible aux agents des administrations et aux tiers qui en font la demande. Plus d'information : Arrêté du 14 octobre.

France - Obligation des ONG en matière de communication financière
Source - Coordination Sud

Mise à jour du document présentant les principales obligations des ONG dans leur communication financière : certification et publicité des comptes annuels et règles relatives à l'appel à la générosité du public. Plus d'information .

Mali - Société civile et gestion du pouvoir, en déphasage avec les principes et règles de la démocratie
Source - Nouvel Horizon

« Les vagues de mouvements de prestations enclenchés au soir du régime dictatorial du Général Moussa Traoré, a entraîné une nouvelle atmosphère sur le sol malien. L'avènement de ce concept et sa mise en oeuvre au départ, difficile comme tout autre régime politique est aujourd'hui à la croisée des chemins. D'où faible taux d'intellectuels, d'une part et d'autre part, une société civile en déphasage avec les principes et règles de la démocratie. Ce qui du coup a créé une confusion générale dans la gestion des affaires sociales, foulant aux pieds les droits et de devoirs gouvernés. Bref, la gestion du pouvoir démocratique, les rôles des pouvoirs publics, les droits et devoirs de la société civile est de nos jours, sont à la croisée des chemins ». Lire la suite.

Maroc - "Nous sommes en droit d'exiger que notre société civile agisse de façon positive, raisonnable, transparente et objective, afin que sa contribution soit complémentaire et utile"
Source - Biladi.ma

M. Amrani a fait savoir que le Maroc, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, a opté volontairement pour la démocratie qu'il assume pleinement, notant que le Royaume, par le biais d'un vaste chantier de réformes politiques, économiques et sociales, ambitionne de consolider son projet de société moderne, démocratique et ouverte sur son environnement régional et international. "Le champ des libertés individuelles et collectives s'est considérablement élargi suite à de multiples réformes législatives et institutionnelles", a expliqué ce diplomate, rappelant que ce champ des libertés a favorisé l'émergence d'une société civile active, agissante, dynamique et influente qui a su s'approprier un positionnement privilégié sur l'échiquier local, national et régional. "La société civile au Maroc est un motif de fierté eu égard aux nombreux succès enregistrés sur des thématiques telles que les droits de l'enfant et de la femme", a-t-il ajouté. Lire la suite.

Somalie - Les shebab imposent de nouvelles conditions drastiques aux ONG
Source - AFP

Les insurgés islamistes shebab ont rendu public une nouvelle réglementation imposant des conditions drastiques aux organisations humanitaires travaillant dans les zones sous leur contrôle dans le centre-sud de la Somalie, comme licencier tout leur personnel féminin. Obtenu vendredi par l'AFP, ce document, rédigé par les autorités shebab de la région de Bay et Bakol (centre-sud), a été transmis jeudi aux représentants des ONG nationales et internationales opérant sur place. Il exige en particulier de toutes les organisations humanitaires qu'elles se séparent d'ici trois mois de leurs employés femmes et que ces dernières soient remplacées par des hommes, sauf dans les hôpitaux et les centres de santé. Les ONG doivent "prendre leur distance avec tout ce qui est susceptible de d'interférer avec la religion islamique", comme "prêcher des valeurs chrétiennes, promouvoir le sécularisme, la démocratie, et toute valeur opposée aux enseignements de l'Islam". Il leur est strictement interdit "d'importer de l'alcool, tout type de films, de promouvoir l'adultère ou d'appuyer la création d'associations de femmes". Pour en savoir plus.

CIVICUS lance sa campagne d'adhésion 1 pour 1

Êtes-vous l'un des 83 manquants ?
Une adhésion à CIVICUS par État membre des Nations Unies, tel est l'objectif de la campagne d'adhésion 1 pour 1 de CIVICUS, cliquez ici.

Profils des membres de CIVICUS

People's Movement for Human Rights Education (PDHRE)
PDHRE a été créée en 1989 en tant qu'organisation internationale de service, sans but lucratif, croyant profondément au pouvoir de l'éducation aux droits humains pour les transformations économiques ou sociales. PDHRE a travaillé directement ou indirectement, via son réseau d'affiliés et de partenaires, dans plus de 60 pays du monde, à l'organisation et à la promotion de l'éducation aux droits humains. Elle permet aux femmes et aux hommes de ré-imaginer leurs vies et de découvrir leurs propres pouvoirs sur le destin de leurs communautés. Ils participent à la planification de leur avenir et le cadre des droits humains leur procure un fil conducteur vers leurs espoirs. En travaillant sur le terrain, PDHRE est sans cesse revitalisée par les actions entreprises par les communautés pour créer un espace propice à de réels changements, en résultat de leur internalisation de la praxis des droits humains. Assumant leur responsabilité sociale, les gens n'ont plus honte, et tous ceux qui appartiennent à la communauté vivent dans la dignité. Pour en savoir plus, cliquez ici.

Ressources

Rapport « Realité de l'Aide » 2008, Edition Africaine

"irrégularités et déséquilibres". Plus.

Luxe – LVMH : une nouvelle Direction afin de renforcer son dialogue et sa présence au sein de la société civile !
Source - Boursier.com

LVMH annonce la nomination de Paloma Castro Martinez en qualité de Directrice Internationale, Corporate Affairs. Paloma Castro sera chargée des relations du Groupe LVMH avec les différents intervenants de la société civile. Elle coordonnera, au sein du Groupe, les actions touchant aux Questions Sociétales et aux Affaires Publiques. Le Groupe LVMH explique que la création de cette nouvelle Direction reflète son ambition de renforcer son dialogue et sa présence au sein de la société civile. Plus.

Trouvez-nous

Rejoignez le groupe CIVICUS sur Facebook et engagez-vous avec d'autres alliés de CIVICUS !

Assistez à nos vidéos en cliquant ici

Opportunités

Avis de Manifestation d'Intérêt pour une évaluation de projet ONG à Madagascar
Source - AFD

Date limite de réponse : 12 novembre 2009
Organisme commanditaire : AFD
L'Agence Française de Développement a décidé de procéder à une analyse de plusieurs projets initialement soutenus par le MAEE et qui ont fait l'objet d'un transfert à l'AFD dans le cadre de la réorganisation administrative liée à la RGPP. A titre expérimentale, deux unités de l'AFD, la division chargée des partenariats ONG et la division de l'évaluation proposent qu'une première évaluation de l'action des ONG soit menée afin d'en tester la faisabilité. Il est retenu le principe d'une prestation externe d'évaluation des projets ONG à Madagascar. Suite.

Appel à propositions, Fonds des Nations Unies pour la Démocratie
Date limite : 31 décembre 2009
Le Fonds des Nations Unies pour la Démocratie (UNDEF) invite les organisations de la société civile à présenter des projets d'appui et de renforcement de la démocratie, en anglais et en français. L'UNDEF, fonds ficiaire de l'ONU, a été établi par le Secrétaire Général des Nations Unies en 2005. L'UNDEF finance des projets qui renforcent la voix de la société civile et soutiennent la participation de tous les processus démocratiques. Pour plus d'informations.

Offres d'emploi

Cette semaine il a été ajouté sur le site Internet de CIVICUS une page consacrée aux offres d'emploi dans la société civile. Cliquez ici. Si vous souhaitez faire paraître une nouvelle annonce, cliquez sur Add job. Veuillez ne pas omettre d'indiquer la date limite.

Emplois Genre dans le Monde
Source – AWID

Cliquez ici.

Civil Society Index Programme Officer
Date limite : 13 Novembre 2009
CIVICUS: Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne
Lieu: Johannesburg, Afrique du Sud
Pour plus d'information, cliquez ici.

Legitimacy, Transparency and Accountability (LTA) Programme Officer
Date limite : 20 Novembre 2009
CIVICUS: Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne
Lieu: Johannesburg, Afrique du Sud
Pour plus d'information, cliquez ici.

Membre du Comité consultatif sur la société civile
Date limite : 30 novembre 2009
Commonwealth Foundation
Lieu: International

Source - realityofaid.org

La publication de l'Edition Africaine 2008 de Reality of Aid est le résultat d'une revue complète de l'efficacité de l'aide par rapport aux rôles et aux responsabilités des parties prenantes de la Déclaration de Paris. La publication est basée sur les informations fondamentales réunies par l'équipe de recherche à travers son interaction avec aussi bien les partenaires au développement que les gouvernements des pays africains. Le thème de cette édition se situe dans le cadre de l'édition globale de Reality of Aid et est axé sur le traitement des circonstances spéciales auxquelles est confronté le continent africain dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Plus.

Pour des initiatives indépendantes des pays du Sud
Source – Pambazuka - Samir Amin

Samir Amin note que certains pays du Sud s'affirment dans le cadre de la nouvelle mondialisation dominée par l'impérialisme et à s'imposer comme des pays émergents. Mais « émergents » dans quel sens, se demande-t-il à travers cette double interrogation : «Celui de marchés émergents ouverts à l'expansion du capital des oligopoles de la triade impérialiste, ou celui de nations émergentes capables d'imposer une révision sérieuse des termes de la mondialisation en question, de réduire le pouvoir qu'y exercent les oligopoles et de recentrer l'accumulation sur leur propre développement national ?». En parcourant l'évolution de la lutte contre l'impérialisme à travers le monde, Samir Amin constate qu'un défi reste encore entier : celui de « la construction d'un internationalisme, anti-impérialiste des travailleurs et des peuples». Lire la suite.

Engagement citoyen et société civile - Une réflexion à partir du projet roumain de société civile postcommuniste
Source – Sociologies - Gautier Pirotte

Cet article cherche à rapprocher par la réflexion la notion de société civile de celle de l'engagement citoyen à partir de l'expérience postcommuniste roumaine. Si le domaine de la société civile ne concentre pas tous les phénomènes d'engagement citoyen, il demeure néanmoins un espace privilégié d'expression de cet engagement. La question qui anime ce texte est assez simple : comment envisager l'étude de l'engagement du citoyen à l'intérieur des nouvelles sociétés civiles d'Europe Centrale et Orientale, et plus spécifiquement au sein de la nouvelle société civile roumaine ? Pour en savoir plus.

Une activité politique féminine avant le droit de suffrage en France et en Italie
Source - Sociologias

Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919). Cette recherche historique qui croise les apports des études de genre, de la science politique et de la sociologie religieuse met en lumière la façon singulière dont les militantes d'action féminine catholique sont venues à la politique en France et en Italie durant les premières décennies du XXe siècle. Plus.

Quel commerce équitable pour demain ?
Source - Pambazuka - Pierre Calame

Le commerce équitable commence à prendre de l'ampleur, pour témoigner de cet engagement à l'édification d'un monde plus juste, avec des citoyens responsables et solidaires pour un développement humain durable. Mais la question se pose de savoir si le commerce équitable est-il vraiment équitable, avec une véritable répartition de la valeur ajoutée, ou encore s'il s'agit d'un phénomène marginal plutôt que d'une tendance appelée à marquer de marnière profonde l'environnement mondial de la production et de la distribution. Ce livre de la Fondation Charles Léopold Mayer, « Quel commerce équitable pour demain ? », pose le débat et offre dix propositions pour refonder le projet du commerce équitable. Pour en savoir plus.

Civilisation à vendre
Source - Crépuscule des Moutons

« Cette vieille entreprise qu'on appelait familièrement "la Civilisation" était désormais en vente. Elle avait, derrière elle, une longue et tumultueuse histoire, pleine de Platon, de Shakespeare, de Hugo, de Picasso et de Mozart, pleine aussi de résidus fantôches qu'on appelait craintivement dictateurs ou guides suprêmes. La Civilisation, plus fragile encore qu'une tour jumelle, avait peu à peu sombré dans la corruption, le mercantilisme, l'empoisonnement collectif des mers, de l'air et des aliments, dans l'élimination de la nature et de la culture, dans l'abrutissement de masse, dans la haine inter ghettos, dans l'individualisme absolu des uns, dans le collectivisme épuisant des autres, dans l'écroulement de léconomie reprise en main par les faux amis de la démocratie, arrières-petits-neveux de ceux qui rassuraient l'opinion à propos du rassurant Adolf. Lire la suite.

Afrique - Cette année, la bonne gouvernance n'a pas de prix
Source - Echos d'Afrique - Les blogs du Diplo - Jean-Christophe Servant

Cette année, le gabonais Marc Ona Essangui aura été distingué par le Goldman Environnemental Prize, le prix Nobel Vert. Dénonçant un accord entre le gouvernement et une entreprise minière chinoise, le président de l'ONG Rainforest avait réussi à ce que Libreville réduise la taille de la concession minière menaçant le parc national d'Ivindo. Son pair congolais René Ngongo, créateur de l'ONG Océan, engagé dans le combat pour la protection des forêts du bassin du Congo, s'est vu, lui, remettre le prix Nobel Alternatif, le Right Livelood Award, par une association, Greenpeace, dont il ouvrit le bureau dans son pays. Plus.

Fidel Castro (25 octobre 2009) - Oraison funèbre pour Che Guevara
Source - Pamabazuka

Le 18 octobre 1967, dix jours après la mort du Ché, les doutes ont fini de se lever sur la fin dramatique du héros de la révolution cubaine. Devant la nation réunie autour d'une veillée funèbre, Fidel Castro prononce ce discours. Dans ce texte plein d'émotion que Pambazuka vous propose, le «lider maximo» déroule le chemin parcouru avec son compagnon de lutte. Il expose surtout les dimensions de l'homme, sa grandeur de combattant, sa philosophie d'action et ses qualités de révolutionnaire. Et Fidel de rappeler, entre autres ce que son compagnon déclarait : «Que si, dans quelque partie du monde, la mort devait me surprendre, qu'elle soit la bienvenue, pourvu que mon cri de guerre puisse arriver à une oreille qui le recueille, qu'une autre main se tende pour empoigner l'arme». Suite.

Envoyer à un ami

Aimeriez-vous faire connaître ce bulletin à un ami ? Dans ce cas, merci d'envoyer son adresse électronique à subscriptions@civicus.org.

Se désabonner : Pour mettre fin à votre abonnement à e-CIVICUS, vous permettre de retrouver votre mot de passe, ou modifier vos options d'abonnement, cliquez ici.

CONTACTEZ NOUS

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION
Devendra Tak
Ingrid Srinath

REDACTEUR EN

P.O. Box 933
Southdale, 2135
South Africa

Tel: +27 11 833 5959

1420K Street NW,
Suite 900
Washington D.C.
20005 USA

Tel: +202 331-8518

Pour plus d'information, cliquez ici.

CHEF
Henri Valot

Fax:+27 11 833 7997 Fax: +202 331-8774

www.civicus.org